

Investir dans l'école, une **urgence** !

ÉTAT DES LIEUX

L'école française a été largement sous-investie ces dernières années, ce qui entraîne un retard par rapport aux autres systèmes éducatifs dans les comparaisons internationales. Si les dépenses d'éducation ont augmenté, la part qui leur est consacrée dans le PIB est en diminution, passant de 7,7% en 1996 à 7% en 2020. Cela représente 25 milliards d'euros en moins pour investir dans l'éducation et hisser la France à la hauteur des autres pays de l'Union européenne. Or le dernier rapport de l'OCDE montre que la taille moyenne des classes du primaire en France est largement supérieure avec 22 élèves contre 19 en moyenne dans les autres pays européens.

Aujourd'hui près de 88 000 classes ont des effectifs supérieurs à 25, et même plus de 5 100 classes dépassent 30 élèves. Mesure phare du quinquennat, le dédoublement des classes de CP et CE1 en REP/REP+, puis des GS, a créé près de 11 000 classes en cinq ans. Sous financés, les dédoublements et le plafonnement des effectifs à 24 élèves en GS, CP et CE1 ont impacté l'école et nécessité de récupérer des postes ailleurs : fermetures de classes, recul sur la scolarisation des moins de 3 ans, abandon des RASED, fermetures de postes de personnels remplaçants et démantèlement quasi complet du dispositif « plus de maîtres que de classes ».

NOTRE ANALYSE

La priorité accordée au primaire durant le quinquennat a eu pour effet de concentrer les créations de postes au niveau du 1^{er} degré au détriment du 2nd degré. Les écoles auront bénéficié d'un peu plus de 12 000 postes sur cinq ans et le nombre de PE aura aussi progressé. Mais ces créations de postes sont fléchées pour répondre aux nombreuses priorités engagées par le ministère, ne laissant aucune marge de manœuvre lors des opérations de carte scolaire. Or la crise sanitaire a révélé les difficultés auxquelles l'école est confrontée, conséquences d'années de sous-investissement, notamment en matière de postes de remplacement. Les emplois permettant d'agir directement sur les difficultés scolaires (RASED, plus de maîtres, PE spécialisés...) ne font l'objet d'aucune priorité malgré les besoins criants. Alors que le ministère a actionné le levier de la baisse des effectifs pour répondre aux inégalités scolaires, le premier bilan du dédoublement des classes en éducation prioritaire pointe des effets très mesurés, notamment en REP+. L'allègement des effectifs ne sera profitable que si l'ensemble des élèves en bénéficie, ce qui suppose de créer les moyens à la hauteur des ambitions.

nos propositions

Plan d'urgence pour l'École sous la forme d'un engagement budgétaire pluriannuel à hauteur de 90 000 postes.

Abaissement des effectifs dans toutes les classes à 24 élèves hors EP, 20 en éducation prioritaire, 20 dans les classes à plusieurs niveaux et dans le rural et 15 en petite et toute petite section.

Moyens de remplacement suffisants au moins égaux à 10% des effectifs pour assurer notamment tous les remplacements de courte durée et les départs en formation.

Abonder le nombre d'enseignant-es spécialisé-es et reconstruire des RASED complets sur tout le territoire afin de leur permettre de remplir leur rôle essentiel de lutte contre les difficultés scolaires.

Des moyens pour travailler autrement en réactivant les « Plus de maîtres que de classes », plébiscités par les équipes enseignantes et pour se former tout au long de la carrière.

Des moyens pour la direction et le fonctionnement de l'école en augmentant les décharges de toutes les écoles qui doivent également bénéficier d'une aide humaine, sous statut de la Fonction publique.

Des moyens pour la scolarisation des élèves en situation de handicap pour pallier tous les besoins et assurer des temps complets aux AESH.

CE QUE PENSE LA PROFESSION

99%

DES ENSEIGNANT-ES PENSENT QUE LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS DANS TOUTES LES CLASSES EST EFFICACE POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SCOLAIRES.

1/2

LES POSTES MANQUANTS (REPLAÇANT-ES, RASED, PDMQDC...) SONT RESPONSABLES DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR UN ENSEIGNANT-E SUR DEUX.

86%

LE « PLUS DE MAÎTRES QUE DE CLASSES » EST UN DISPOSITIF EFFICACE POUR AMÉLIORER LES APPRENTISSAGES DES ÉLÈVES POUR 86% DES ENSEIGNANT-ES.

Résultats de l'enquête « École & métier » Harris-SNUipp-FSU 2022.